

Baromètre de la commande Publique 2012 -2016

Issu de l'observatoire de l'évolution de la commande publique AdCF - Caisse des Dépôts

*Analyse réalisée par Myriam Kabylo, Caisse des Dépôts et par Claire Delpech, AdCF
à partir des données de la société Vecteur Plus.*

OBSERVATOIRE DE LA COMMANDE PUBLIQUE : BILAN 2012-2016¹

Globalement, la tendance baissière a perduré en 2016

Le baromètre de la commande publique, mis en place l'an dernier par la Caisse des Dépôts et l'AdCF et réalisé en partenariat avec la société *VecteurPlus*, repose sur un suivi, depuis 2012, des avis d'attribution des contrats relevant de la commande publique soumis à publicité et exécutés en France métropolitaine et en outre-mer. A l'instar de la méthodologie adoptée par l'observatoire économique de l'achat public, les montants correspondent à ceux publiés dans les avis d'attribution.

Le baromètre concerne tous les donneurs d'ordre soumis aux règles des marchés publics, notamment :

- l'Etat et ses établissements publics,
- les collectivités territoriales, leurs groupements et établissements publics locaux,
- les entreprises publiques locales (SEM, SPL...),
- les hôpitaux et établissements publics médico-sociaux,
- les bailleurs sociaux et organismes du secteur de l'habitat (OPH², ESH³, ANAH, ANRU...)
- les grands opérateurs publics (SNCF, RFF, RATP, EDF, ADP, UGAP...)

Cette année, la méthodologie a été ajustée afin de prendre en considération, non seulement les marchés publics, mais aussi les délégations de service public et les contrats de partenariat.

L'observatoire présente des résultats selon quatre axes :

- la destination de la dépense (30 thématiques sont identifiées)
- la nature des prestations (travaux neufs, travaux de renouvellement et de rénovation, services, fournitures, ingénierie).
- la catégorie de maître d'ouvrage (collectivités locales, Etat, Hôpitaux, bailleurs sociaux,...)
- la zone géographique (territoires intercommunaux et régionaux)

La commande publique issue des appels d'offre concerne, à la fois, des dépenses de fonctionnement et d'investissement.

Les résultats, exprimés en M€, révèlent que l'année 2016 n'a pas connu la reprise attendue, notamment pour ce qui concerne les investissements (marchés de travaux). On note toutefois que les marchés de travaux sont soutenus par le bloc communal⁴ dont la reprise encore timide demeure insuffisante pour compenser la baisse continue des travaux lancés par les départements, les régions et les syndicats intercommunaux.

¹ Analyse réalisée par Myriam Kabylo (CDC) et Claire Delpech (AdCF), respectivement Expert de haut niveau en finances locales auprès du directeur du réseau et des territoires de la Caisse des Dépôts et responsable en charge des finances et de la fiscalité à l'AdCF.

² Offices publics de l'habitat

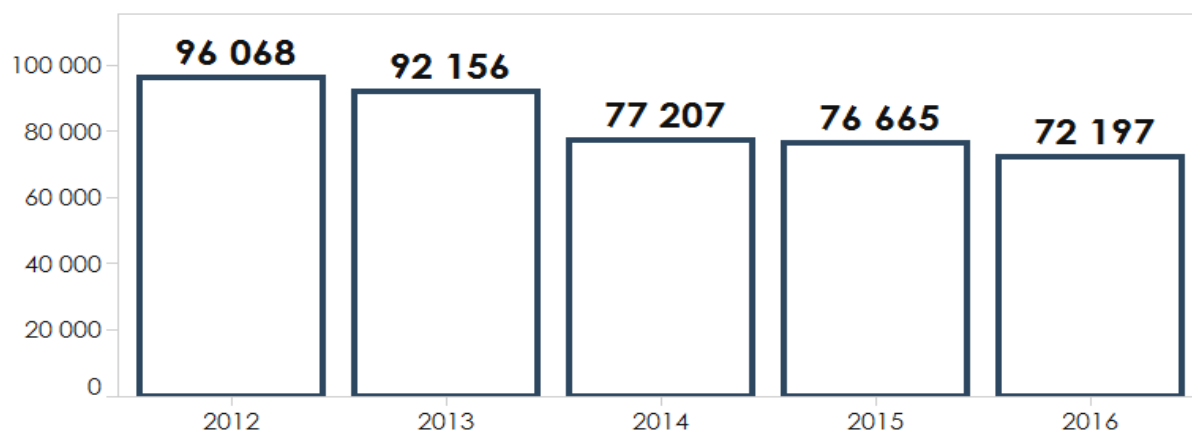
³ Entreprises sociales pour l'habitat

⁴ Communes, communautés et métropoles



I - L'évolution globale de la commande publique depuis 2012 : Une baisse d'1/4 en 4 ans

⇒ I.1 Analyse des volumes financiers (en M€)



Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus

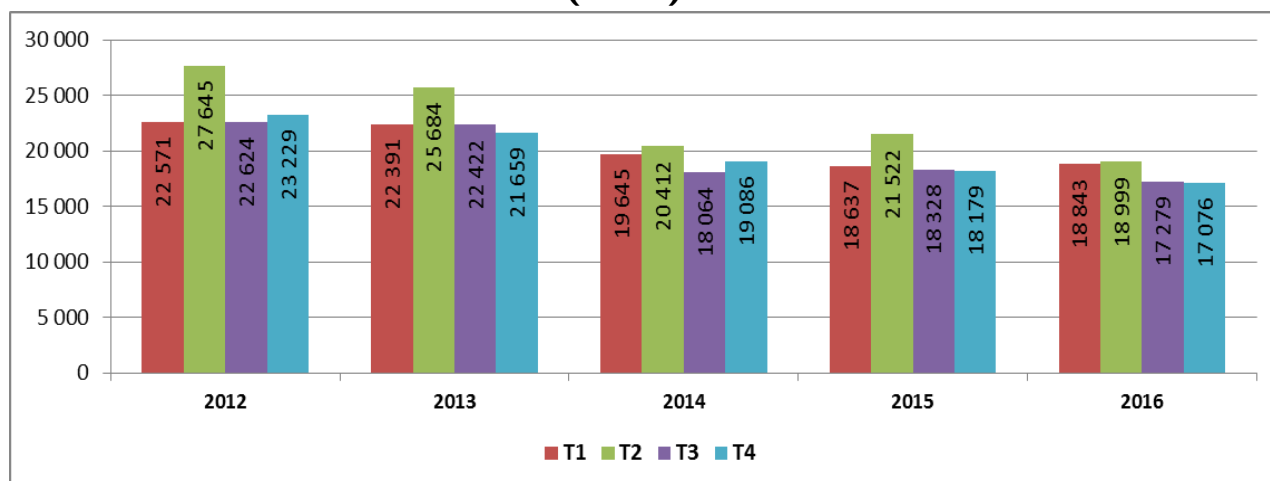
(en M€)	2012	2013	2014	2015	2016	2012-2016
Commande totale publiée	96 068	92 156	77 207	76 665	72 197	414 294
Evolution en volume		-3 912	-14 949	-542	-4 468	-23 871
Evolution en %		-4,1%	-16,2%	-0,7%	-5,8%	-24,8%

Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus

Alors que l'année 2015 avait laissé penser qu'un retournement de la tendance baissière s'annonçait, cette dernière n'est pas enrayée en 2016 et se poursuit dans des volumes non négligeables (- 4,47 Md€ soit -5,8%). Depuis 2012, la commande publique a ainsi connu une baisse en valeur de près de 24 Md€ soit un quart du volume financier qui avait été constaté en 2012.

L'analyse trimestrielle met en exergue, qu'en 2016, l'accélération habituellement constatée de la commande publique, au 2^{ème} trimestre, n'a pas joué. L'entrée en vigueur, le 1^{er} avril 2016, des dispositions du décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics en est probablement l'une des explications, mais on ne constate aucun rattrapage durant les 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2016.

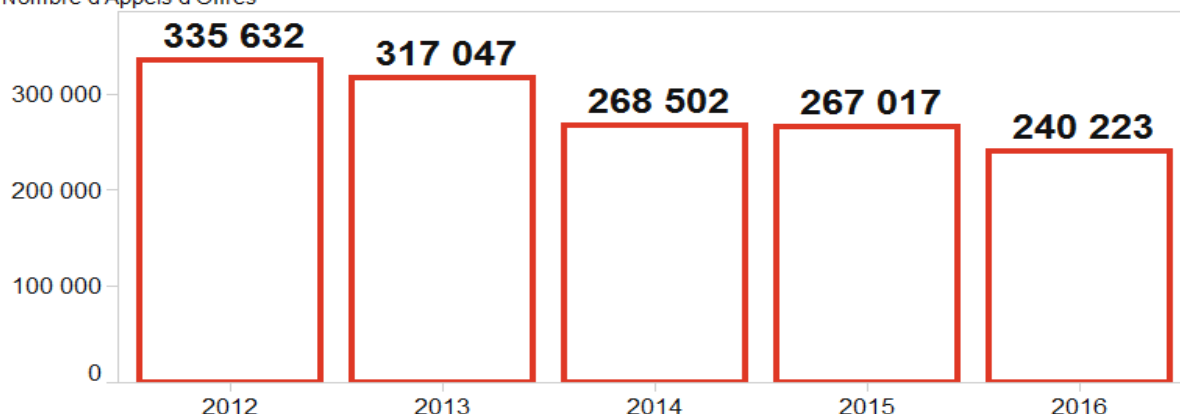
Graphique : Evolution trimestrielle de la commande publique entre 2012 et 2016 (en M€)



Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus

⇒ I.2 Analyse du nombre d'appels d'offre : une baisse continue accentuée en 2014 et en 2016

Nombre d'Appels d'Offres



Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus

	2012	2013	2014	2015	2016	2012-2016
Nbre Appels d'offre	335 632	317 047	268 502	267 017	240 223	-95 409
Evolution en volume		-18 585	-48 545	-1 485	-26 794	-335 632
Evolution %		-5,5%	-15,3%	-0,6%	-10,0%	-28,4%
Valeur moyenne (€)	286 231	290 671	287 548	287 121	300 541	

Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus

Entre 2012 et 2016, on observe **une baisse de près de 30% du nombre d'appels d'offre** (-28,4%), les évolutions **sont particulièrement marquées en 2014 (-15,3%) - année électorale et 1^{ère} année de baisse des dotations de l'Etat, ainsi qu'en 2016 (-10%)** - année de relèvement du seuil de publicité de 15K€ à 25K€ résultant de la réforme des marchés publics, entrée en vigueur le 1^{er} avril 2016 et 3^{ème} année de baisse des dotations. Toutefois, l'effet valeur de la modification réglementaire a eu un impact très modeste de -0,5% sur les volumes financiers, selon Vecteur +.

Le montant moyen des appels d'offre, toutes natures confondues, se situe autour de 300K€. Il a peu évolué sur la période, avec toutefois une très grande diversité de situations.

⇒ 1.3 Analyse par grandes catégories d'acheteurs publics

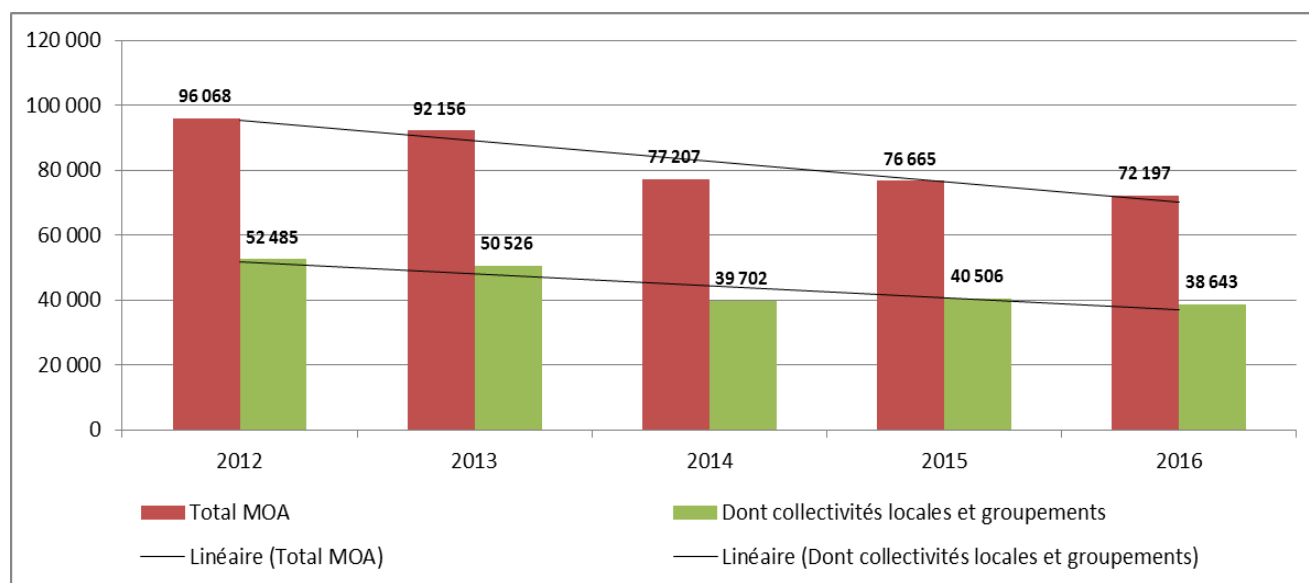
Graphique : Evolution de la commande publique entre 2012 et 2016 par catégories d'acheteurs publics (en M€)

(en M€)	2012	2013	2014	2015	2016
Commande publiée dont :	96 068	92 156	77 207	76 665	72 197
Collectivités locales et groupements	52 485	50 526	39 702	40 506	38 643
Part relative	54,6%	54,8%	51,4%	52,8%	53,5%
EPL et autres	4 096	3 739	3 131	3 101	2 847
ETAT	12 898	12 885	12 243	11 976	11 113
SANTE	6 841	6 880	6 453	5 714	5 365
BAILLEURS SOCIAUX	14 149	13 167	10 944	10 942	10 012
OPERATEURS PUBLICS	4 151	4 072	3 794	3 654	3 452
AUTRES	1 448	887	940	772	766

Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus

Les collectivités locales et leurs groupements⁵ pèsent fortement dans la tendance baissière compte tenu du poids qu'ils représentent dans la commande publique (entre 51% et près de 55% selon les années).

Graphique : Evolution tendancielle comparée de la commande publique



Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus

Sur la période 2012-2016, toutes les catégories d'acheteurs sont concernées par un recul de leur volume d'achat, avec une baisse plus marquée pour les collectivités locales et leurs groupements (-26,4%), les entreprises publiques locales (EPL : -30,5%) et les bailleurs sociaux (-29,2%).

⁵ Communes, EPCI à fiscalité propre, syndicats intercommunaux, départements, régions

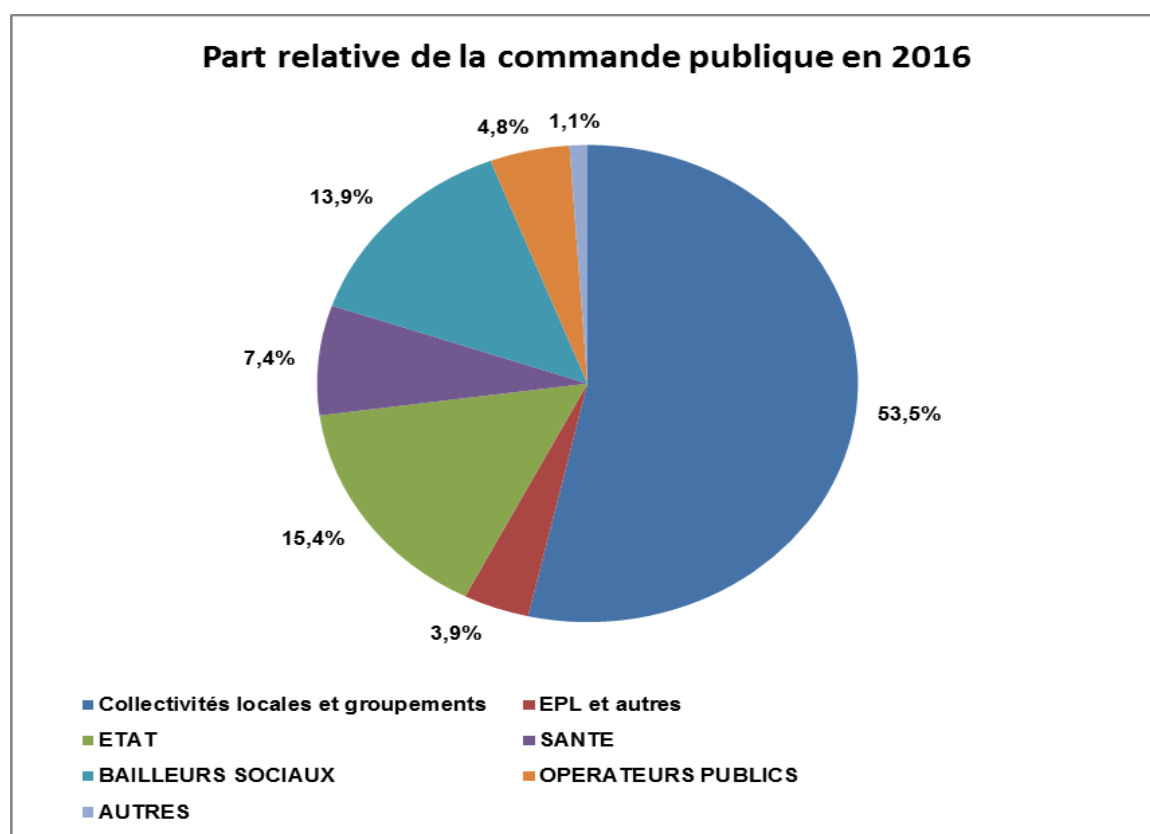


(Evolution en %)	2013	2014	2015	2016	2012-2016
Total commande publiée dont :	-4,1%	-16,2%	-0,7%	-5,8%	-24,8%
Collectivités locales et groupements	-3,7%	-21,4%	2,0%	-4,6%	-26,4%
EPL et autres	-8,7%	-16,3%	-1,0%	-8,2%	-30,5%
ETAT	-0,1%	-5,0%	-2,2%	-7,2%	-13,8%
SANTE	0,6%	-6,2%	-11,4%	-6,1%	-21,6%
BAILLEURS SOCIAUX	-6,9%	-16,9%	0,0%	-8,5%	-29,2%
OPERATEURS PUBLICS	-1,9%	-6,8%	-3,7%	-5,5%	-16,8%
AUTRES	-38,7%	5,9%	-17,9%	-0,8%	-47,1%

Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus

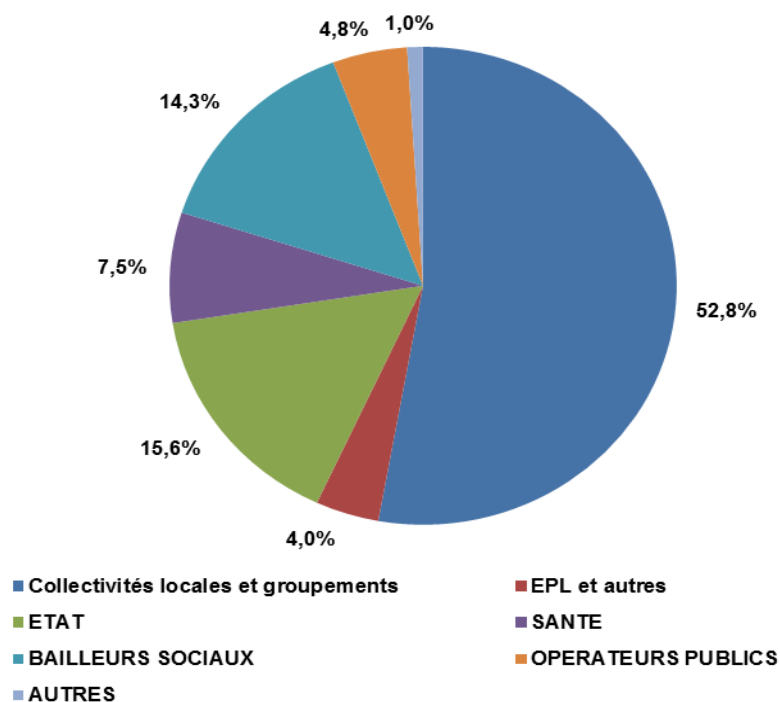
Entre 2015 et 2016, on peut signaler que la part de la commande publique des collectivités locales et leurs groupements (53,5%) a légèrement progressé (+0,7 point) mais elle se situe plus d'1 point en dessous de celle de l'année 2012 (54,6%). Celle de l'Etat (15,4%) est relativement stable mais elle ne représentait que 13,4% en 2012. La part des bailleurs sociaux (13,9%) n'a cessé de diminuer (-0,4 point en 2016), elle atteignait 14,7% en 2012 tandis que celle des établissements de santé s'est relativement maintenue (7,4%) entre 2015 et 2016.

Graphique : Répartition de la commande publique en 2015 et 2016 par catégories d'acheteurs



Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus

Part relative de la commande publique en 2015



Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus

⇒ 1.4 Analyse par destination de la dépense

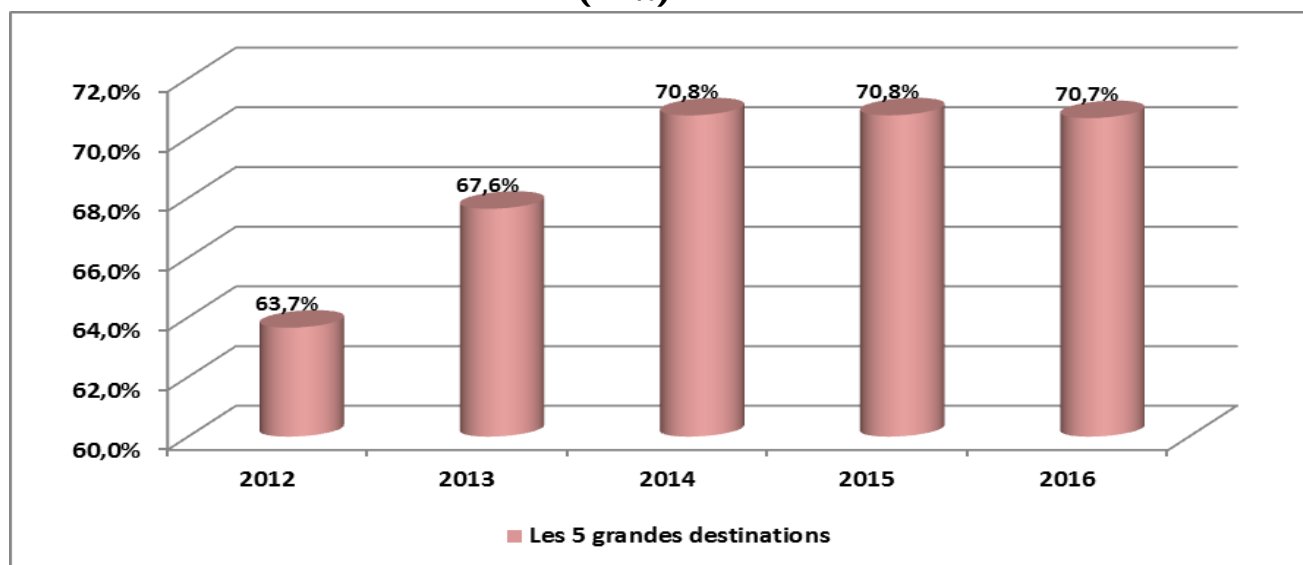
5 grandes thématiques concentrent plus de 70% de la commande publique en 2016 : Bâtiments / Logement et habitat / Santé-social / scolaire/ Voirie-Transport.

	COMMANDE PUBLIEE (par destination)				
	2012	2013	2014	2015	2016
Bâtiments	15 222	17 637	16 536	16 416	15 874
Logement, habitat	13 907	13 180	11 251	11 292	10 372
Santé - social	9 890	9 793	8 598	7 963	7 684
Scolaire	8 061	8 234	7 437	7 236	6 597
Voirie-Transport	14 068	13 484	10 813	11 346	10 497
Total des 5 grandes thématiques	61 148	62 328	54 635	54 253	51 024
Part relative	63,7%	67,6%	70,8%	70,8%	70,7%

Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus

Leur poids représentait près de 64% en 2012 mais, depuis 2014, on observe une relative stabilité à environ 71%.

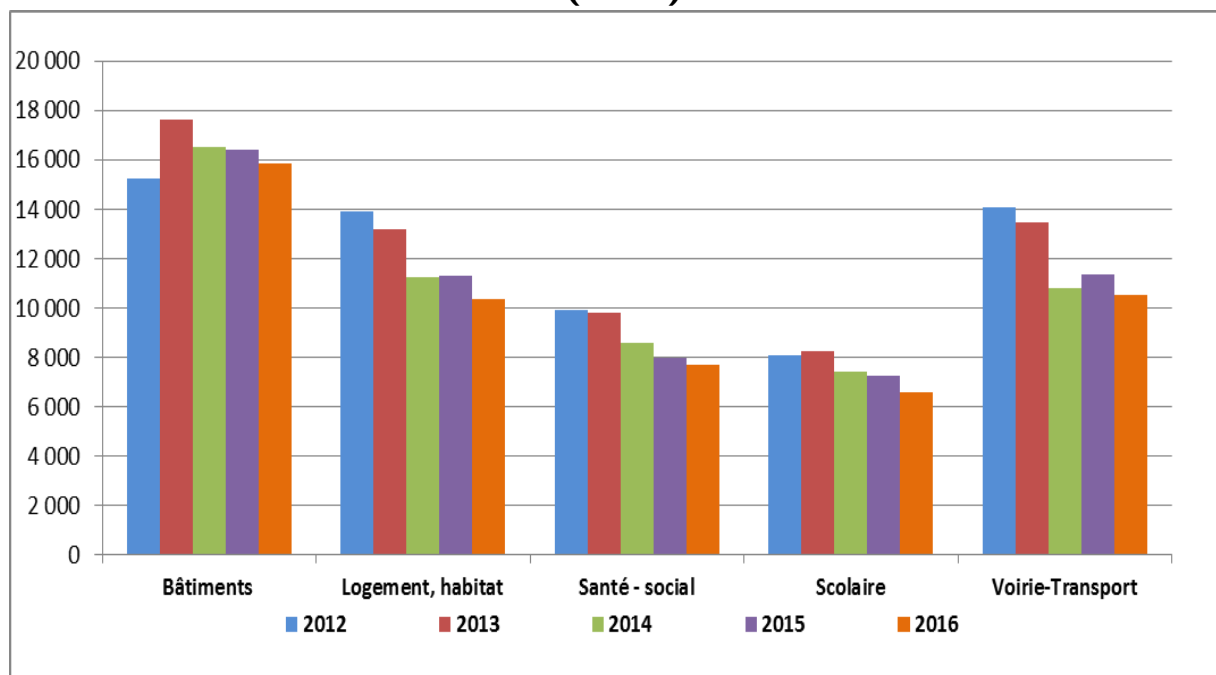
Graphique : Poids des 5 grandes thématiques dans la commande publique entre 2012 et 2016 (en %)



Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus

Ces 5 grandes thématiques expliquent, à elles seules, plus de 40% de la baisse de la commande publique depuis 2012 - sachant qu'une part non affectée dans les thématiques pèse pour 1/3 dans la baisse totale - mais **en 2016 comme en 2015, ces thématiques expliquent plus de 70% de la baisse de la commande publique en France.**

Graphique : Evolution des 5 grandes thématiques de la commande publique entre 2012 et 2016 (en M€)

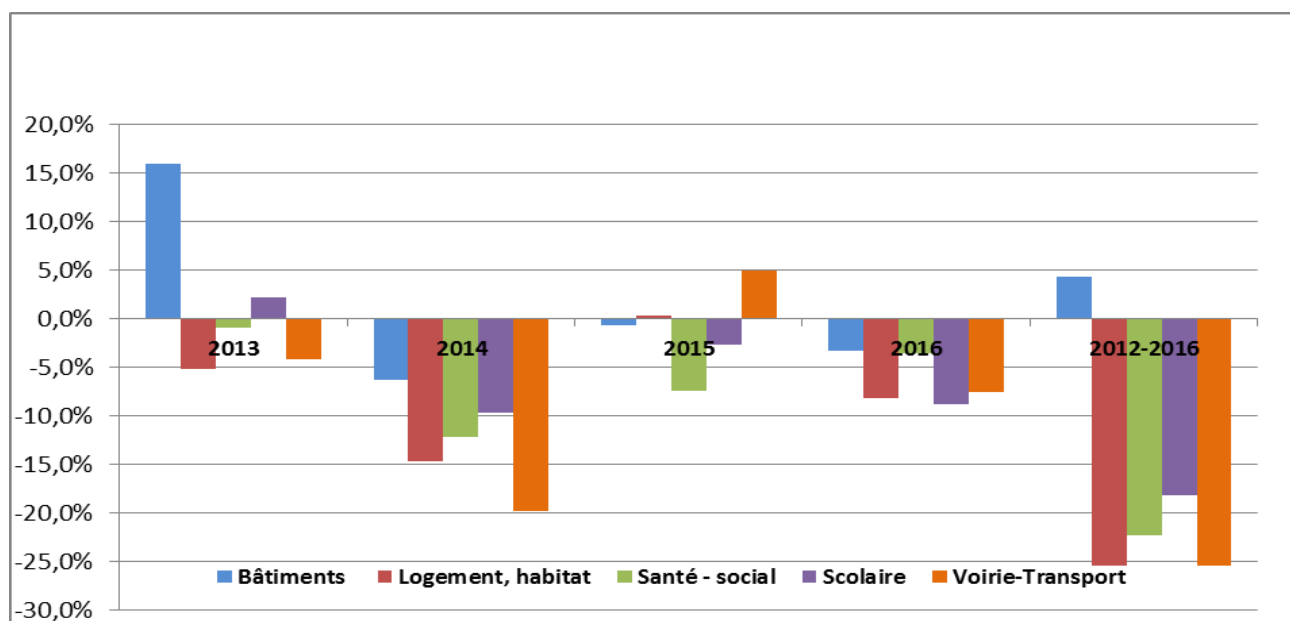


Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus

En 2016, les baisses constatées au-dessus de la moyenne nationale (-5,8%) concernent la voirie et les transports (-7,5%), le logement et l'habitat (-8,1%) et le scolaire (-8,8%).



Graphique : Evolution annuelle des 5 grandes destinations de la commande publique (en %)

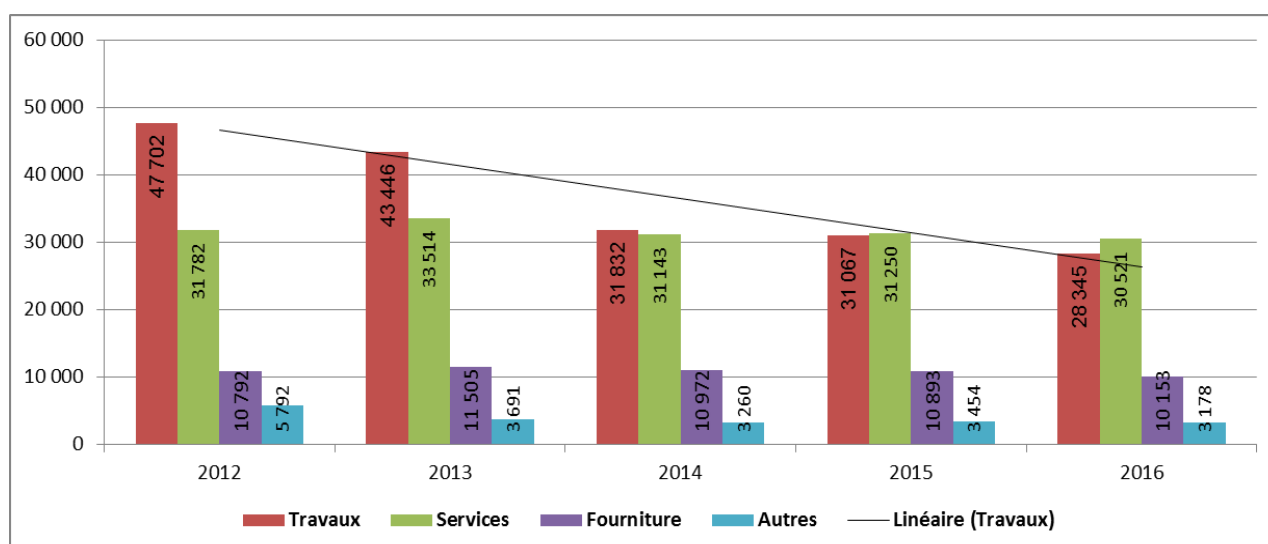


Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus

⇒ 1.5 Analyse par nature

Entre 2012 et 2016, **plus de 80% de la baisse de la commande publique s'explique par la chute des marchés de travaux**⁶. En 2016, ils représentent plus de 60% de la baisse totale⁷. Ce constat confirme le coup d'arrêt brutal porté sur les investissements publics.

Graphique : Nature de la commande publique entre 2012 et 2016 (en M€)

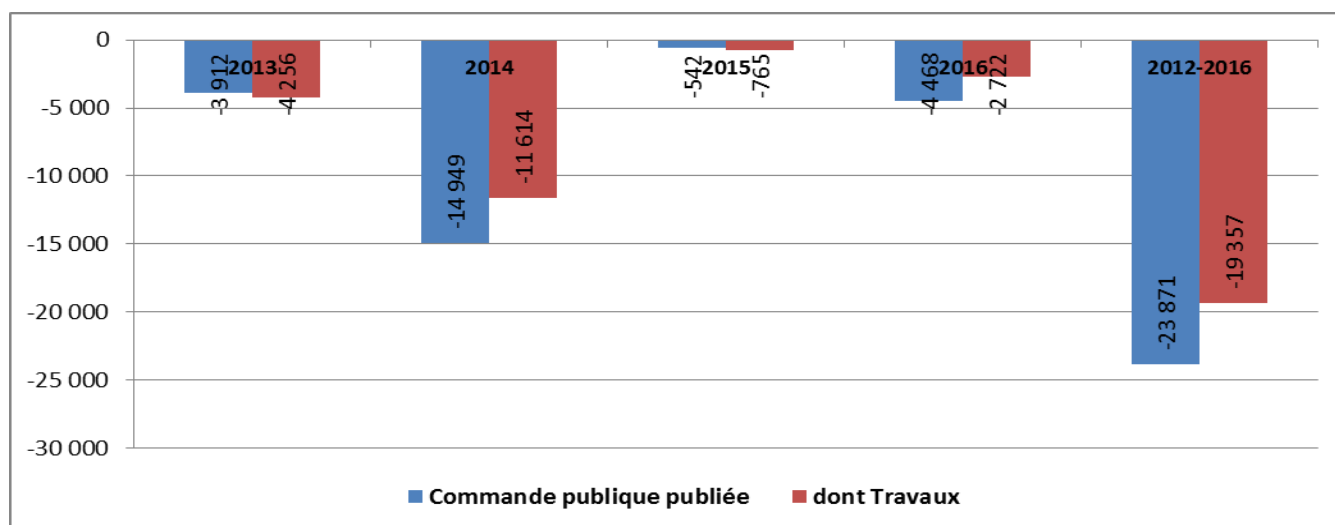


Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus

⁶ -19,37 Md€ sur -23,9 Md€

⁷ -2,72 Md€ sur -4,47 Md€

Graphique : Variation annuelle de la commande publique et des « marchés » de travaux (en M€)

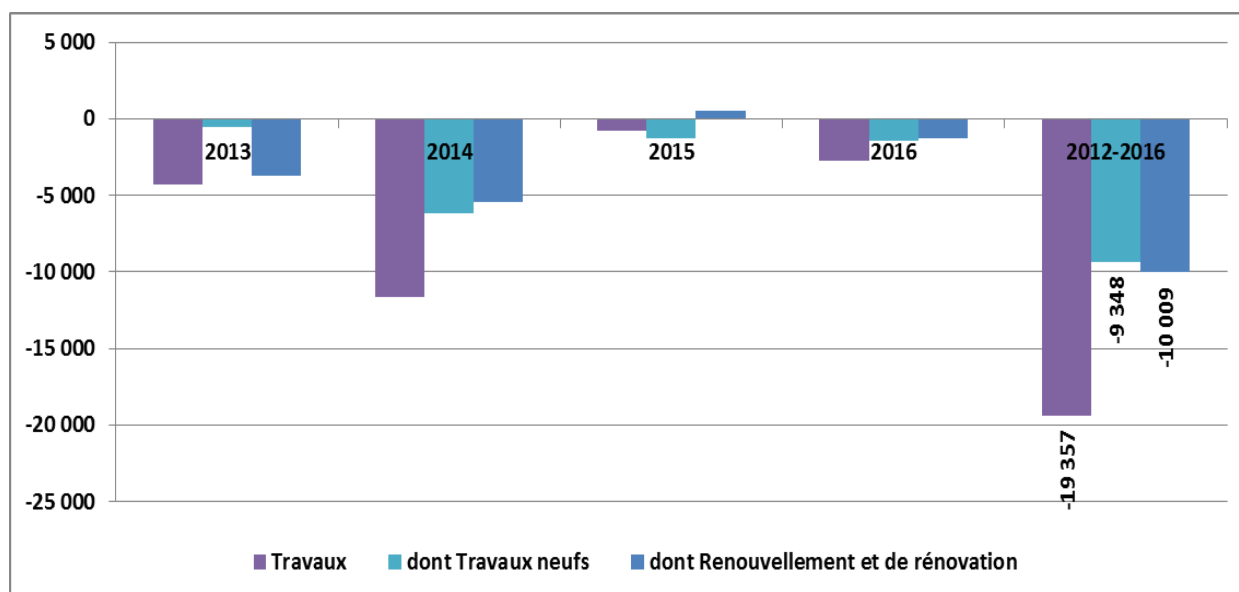


Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus

La chute des marchés de travaux, déjà très marquée en 2014 - année d'élections municipales - se poursuit en 2016 après une relative stabilisation en 2015. La baisse cumulée entre 2012 et 2016 atteint plus de 19 Md€ tous acheteurs publics confondus dont 11,2 Md€ pour les collectivités territoriales et leurs groupements, soit 58% du total cumulé.

Les travaux neufs ont constitué une variable d'ajustement plus forte (-44% sur la période et -10,8% en 2016) que les travaux de rénovation (-38% ; -7,3% en 2016) en part relative, mais les travaux de renouvellement et de rénovation ont subi sur la période une baisse en volume financier légèrement plus forte (-10 Md€ contre -9,35 Md€).

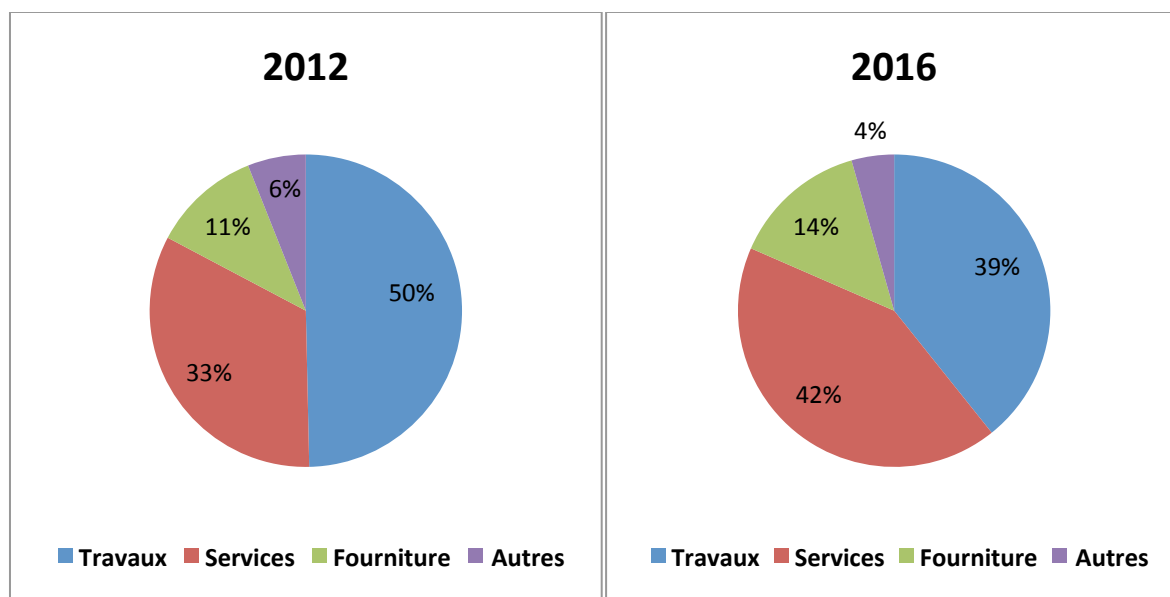
Graphique : Variation annuelle de la commande publique dédiée aux marchés de travaux (en M€)



Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus

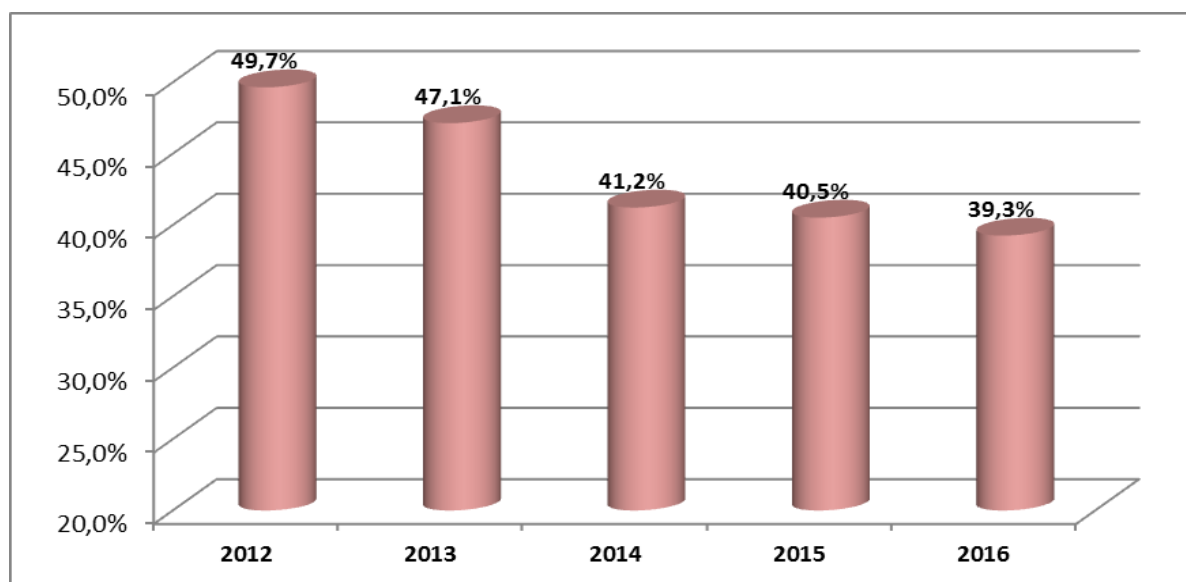
Entre 2012 et 2016, **les marchés de travaux** ont ainsi vu leur poids dans la commande publique se réduire de façon continue. **En 4 ans, la baisse atteint 11 points. Représentant 50% de la commande publique en 2012, ils n'en représentent plus que 39% en 2016.**

Graphique : Part relative de la commande publique par nature en 2012 et en 2016



Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus

Graphique : Evolution de la part relative des marchés de travaux dans la commande publique depuis 2012



Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus

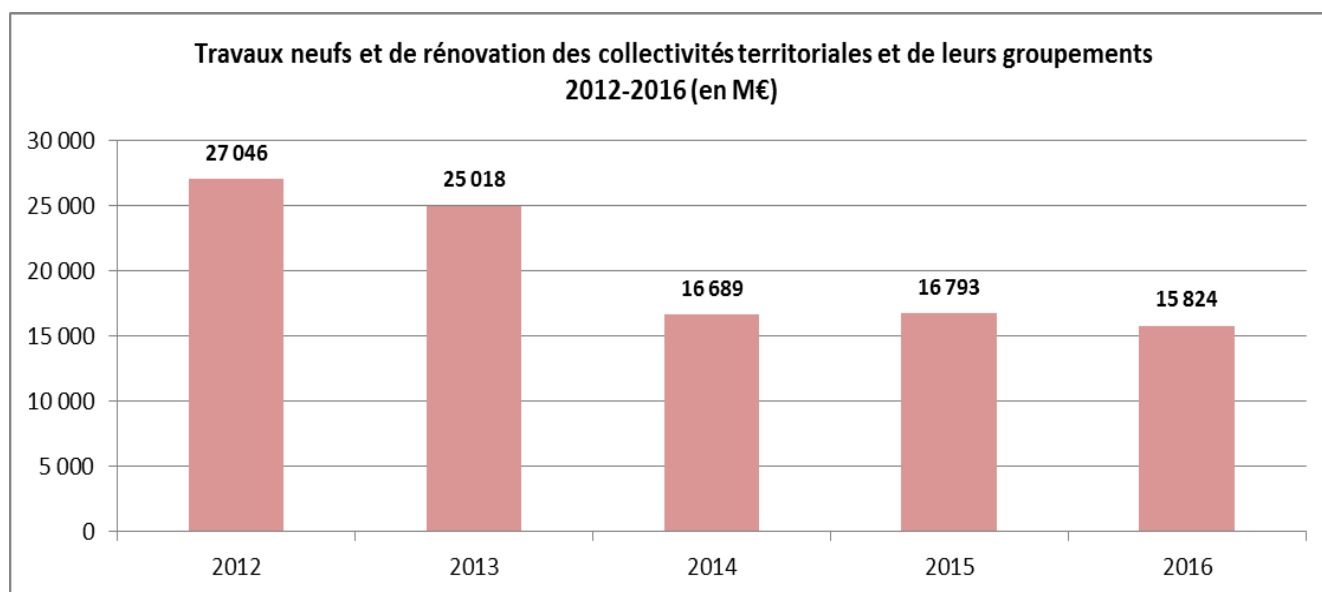


Dans ce contexte général, il convient de souligner que les communes et EPCI à fiscalité propre⁸ ont contribué à atténuer la baisse de la commande publique locale dans ce domaine. Après l'année 2014, qui a connu le double effet du cycle électoral et de la 1^{ère} année de baisse des dotations de l'Etat (-1/3 au global et -40% pour les seuls communes et EPCI à FP), les années 2015 et 2016 attestent d'une reprise de leurs investissements, mais elle reste encore bien timide (+0,7% en 2016 après +7,3% en 2015) pour retrouver le niveau de l'année 2012, tandis que la tendance à la baisse repart pour les syndicats intercommunaux (-7,6% en 2016 contre +6,3% en 2015).

Enfin, **pour les départements et les régions, la commande publique dédiée aux travaux n'a cessé de se réduire de façon continue** depuis 2012 : en 4 ans, elle a été divisée par deux pour les départements (-51%) et réduite de près de 2/3 pour les régions (-62%). **L'année 2016 accentue la tendance baissière** (-49,5% pour les régions et -21% pour les départements). Ces résultats attestent des difficultés budgétaires particulières que connaissent ces deux catégories de collectivités et met en évidence l'impact de la fusion des régions.

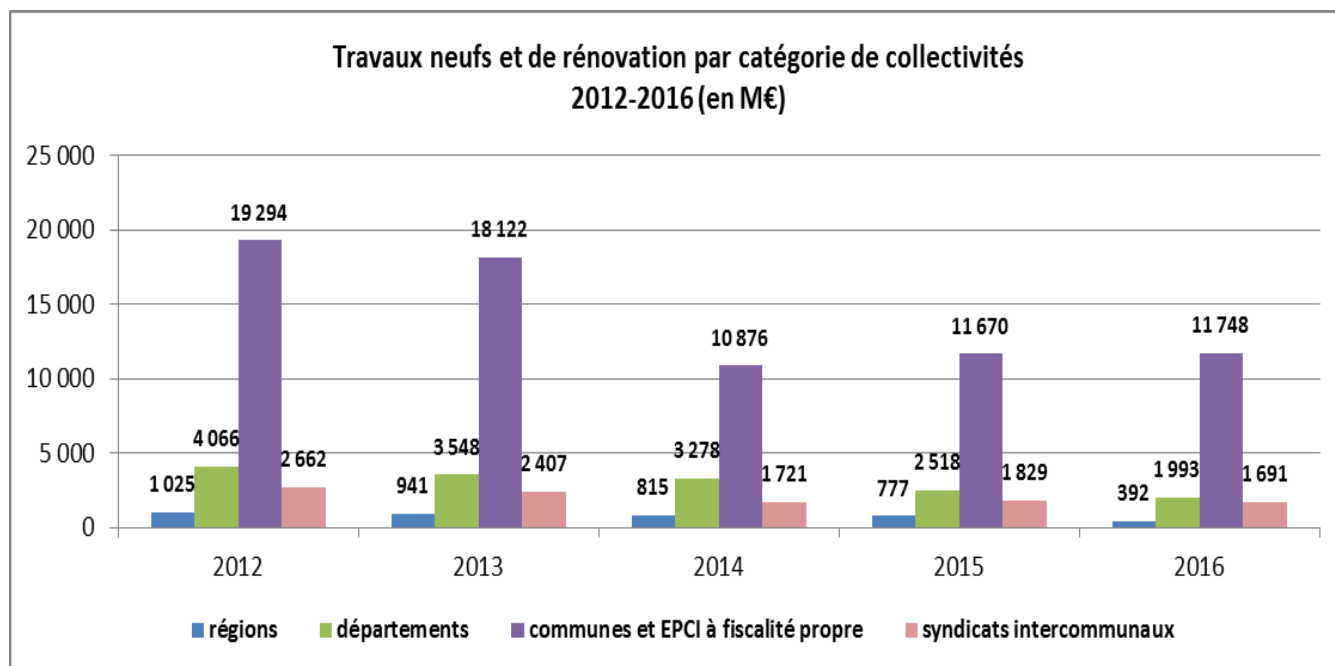
en M€	2012	2013	2014	2015	2016	2012-2016
Collectivité territoriales et groupements	27 046	25 018	16 689	16 793	15 824	-11 223
régions	1 025	941	815	777	392	-633
départements	4 066	3 548	3 278	2 518	1 993	-2 073
communes et EPCI à fiscalité propre	19 294	18 122	10 876	11 670	11 748	-7 546
syndicats intercommunaux	2 662	2 407	1 721	1 829	1 691	-971
part relative communes et EPCI FP (%)	71%	72%	65%	69%	74%	67%
Variation annuelle en %	2012	2013	2014	2015	2016	2012-2016
Collectivité territoriales et groupements		-7,5%	-33,3%	0,6%	-5,8%	-41,5%
régions		-8,2%	-13,4%	-4,7%	-49,5%	-61,8%
départements		-12,7%	-7,6%	-23,2%	-20,8%	-51,0%
communes et EPCI à fiscalité propre		-6,1%	-40,0%	7,3%	0,7%	-39,1%
syndicats intercommunaux		-9,6%	-28,5%	6,3%	-7,6%	-36,5%

Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus

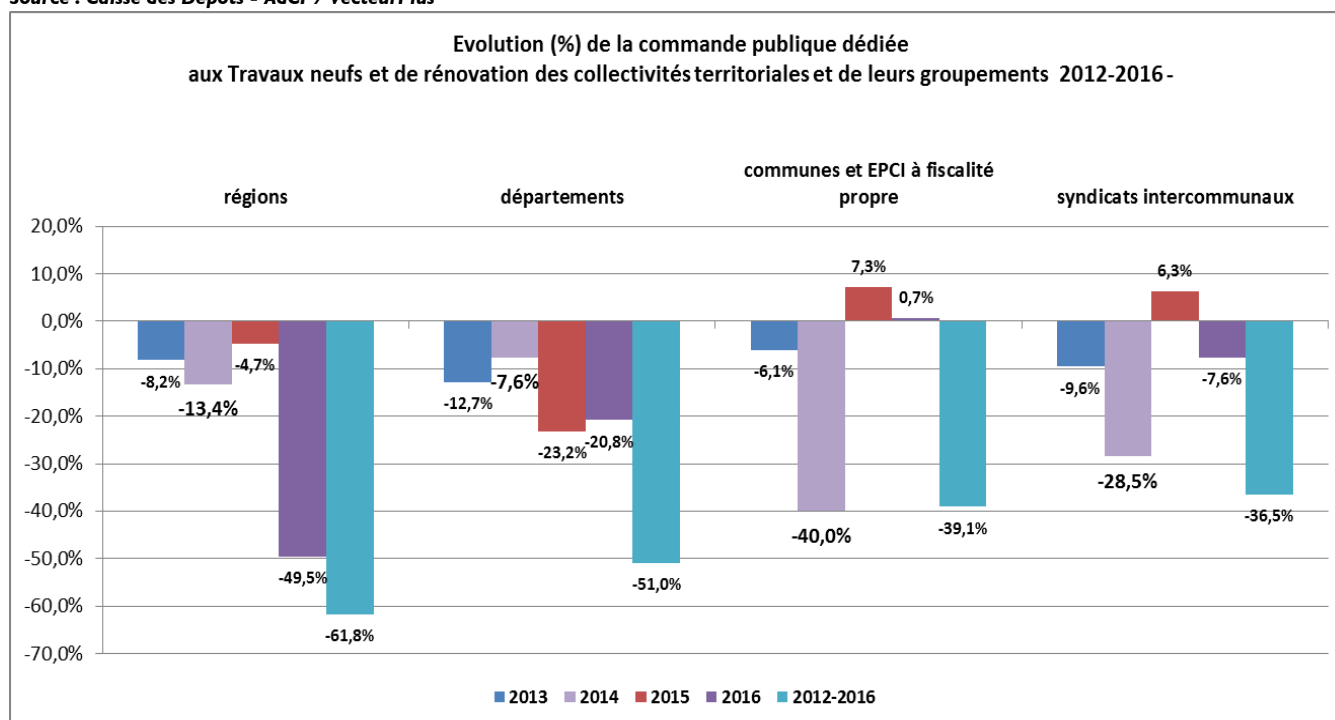


Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus

⁸ Communautés et métropoles

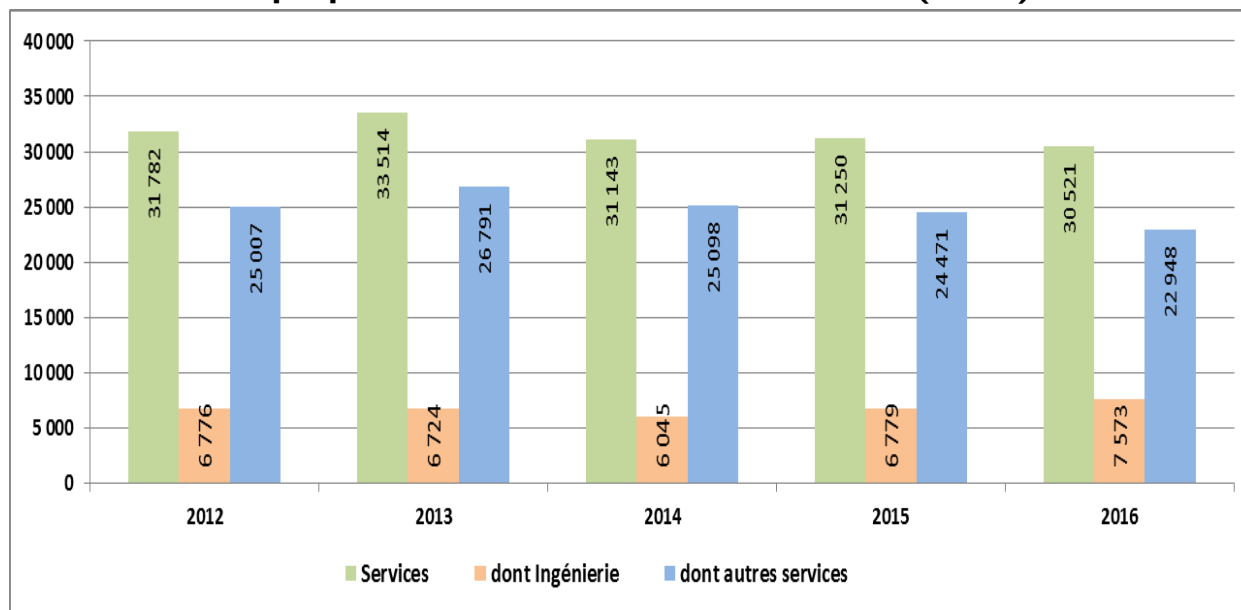


Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus

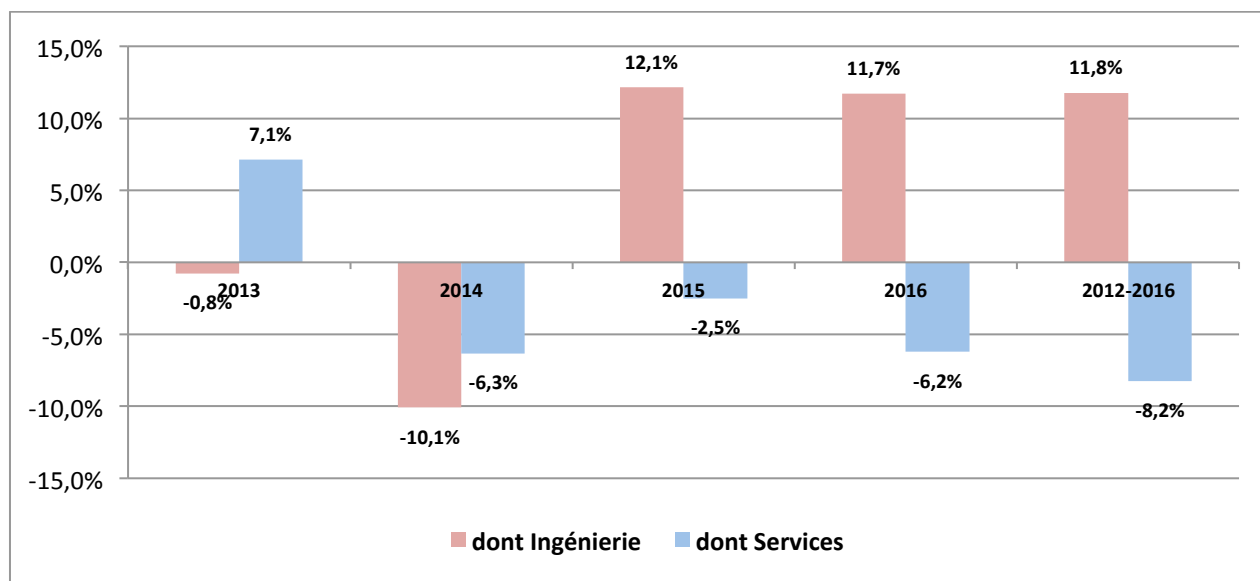


Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus

Parallèlement, **les marchés de service et d'ingénierie** bien qu'en **diminution globale**, mais moins forte que les autres catégories, **ont vu leur part progresser de 33% à 42%** entre 2012 et 2016. **On soulignera la forte progression des marchés d'ingénierie mettant en lumière les besoins croissants dans ce domaine depuis 2015.**

**Graphique : Evolution des marchés de services (en M€)**

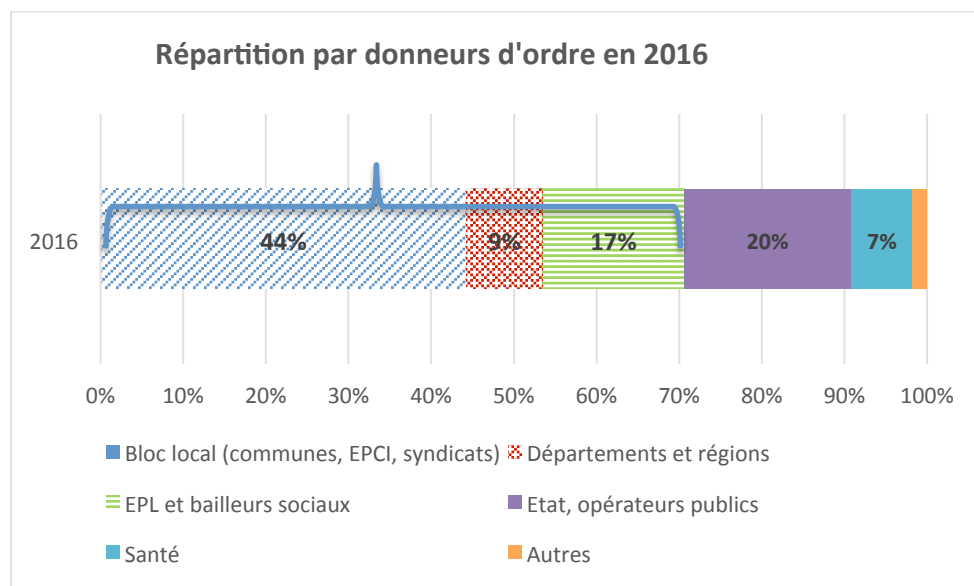
Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus

Graphique : Evolution annuelle des marchés de services (en %)

Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus

2 – La commande publique des acteurs locaux

Les collectivités locales et leurs groupements représentent en 2016, plus de la moitié de la commande publique : 44 % pour les communes et leurs groupements⁹ et 9 % pour les conseils départementaux et régionaux. S'y ajoutent les opérateurs locaux (bailleurs sociaux et EPL, 17 %) dont la capacité de commande est directement liée à la décision des collectivités, le poids des acteurs locaux dans la commande publique passe à 71 %. **Soit un volume financier de 51,2 milliards d'euros en 2016** pour le secteur public local élargi (contre 70,7 milliards d'euros en 2012).



⇒ Les collectivités locales

Au sein de cet ensemble, les communes, du fait de leur nombre occupent une place centrale : 49 % des achats publics; communautés et métropoles arrivent en seconde place avec 20 % des achats, suivies des conseils départementaux et régionaux (respectivement 14 % et 3 % en 2016), puis des syndicats¹⁰ (11 %).

Cette répartition de la commande publique entre grands acteurs évolue très peu sur la période 2012 – 2016.

En millions d'euros et en %	2012	En %
Communes	25 902 M€	49%
Communautés/métropoles	10 639 M€	20%
Syndicats intercommunaux et syndicats mixtes	5 275 M€	10%
Conseils départementaux	8 422 M€	16%
Conseils régionaux	2 247 M€	4%
Autres	503 M€	1%
Total collectivités	52 989 M€	100%

Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus

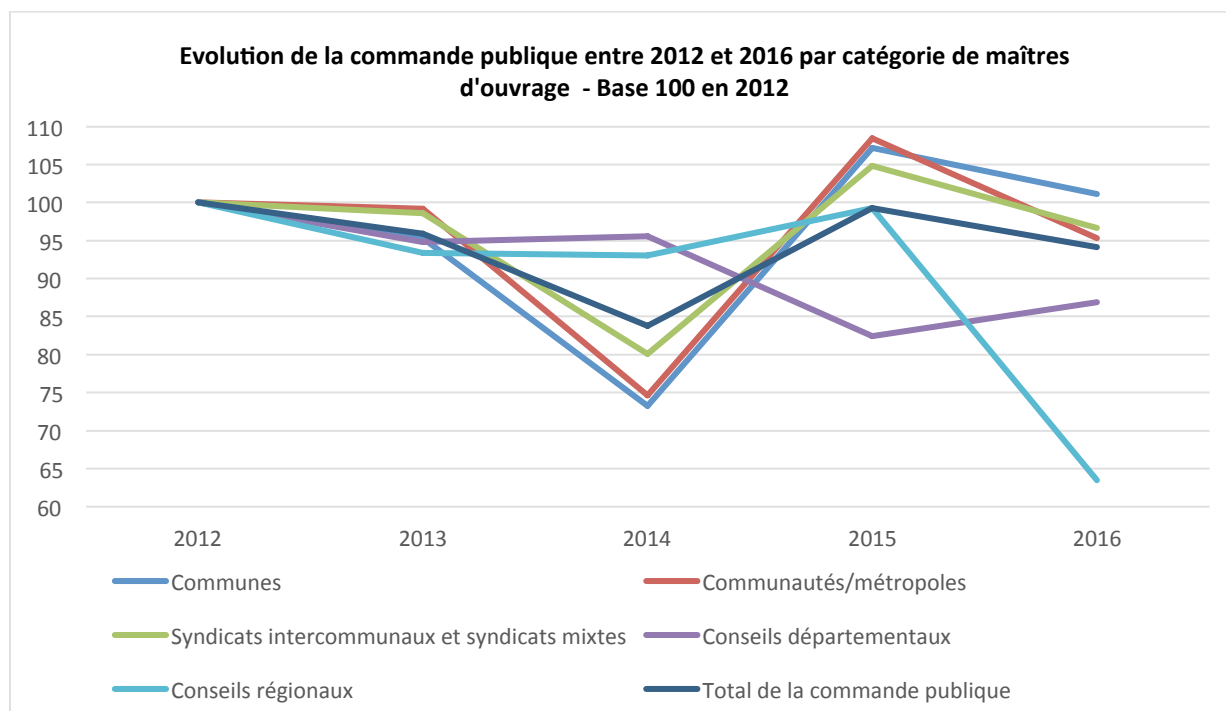
2016	En %
19 594 M€	50%
8 137 M€	21%
4 220 M€	11%
5 463 M€	14%
1 229 M€	3%
512 M€	1%
39 155 M€	100%

⁹ Établissements publics intercommunaux avec fiscalité propre et syndicats intercommunaux, fermés et ouverts.

¹⁰ Syndicats intercommunaux, syndicats mixtes fermés et ouverts.



Entre 2012 et 2016 deux phénomènes importants se détachent : d'une part le recul significatif du niveau de commande publique des conseils départementaux qui, en raison de la dégradation de leur situation financière notamment, est pratiquement divisé par deux, et d'autre part le repli du volume d'achats des conseils régionaux entre 2015 et 2016 en partie lié à la réorganisation de leurs programmes d'intervention suite aux fusions entre régions.

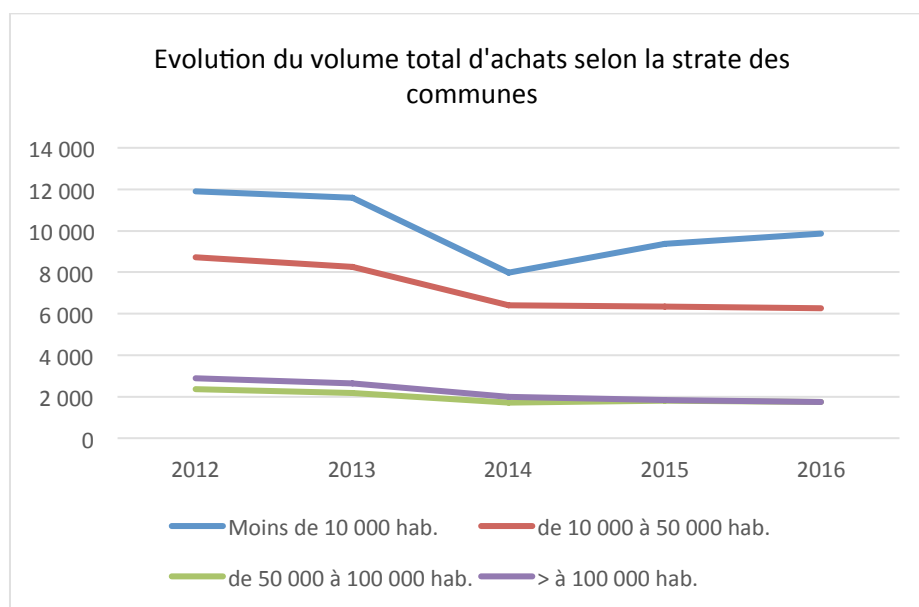


Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus

Le poids des communes dans la commande publique du bloc local est conforme à leur poids démographique. Ainsi, en 2016, les communes de moins de 10 000 habitants, concentrent la moitié (50 %) de la commande d'initiative communale. Si la valeur moyenne de leurs achats est plus faible que celle des communes plus peuplées, l'effet « masse » joue pleinement. C'est d'ailleurs cette strate de communes qui a le mieux résisté après la baisse de la commande publique enregistrée en 2014 ainsi qu'on peut le lire sur le graphique ci-après.

Communes	Valeur en M€	En %
[0 - 3 500[	5 964 M€	30%
[3 500 - 10 000[	3 886 M€	20%
[10 000 - 25 000[	3 536 M€	18%
[25 000 - 50 000[	2 728 M€	14%
[50 000 - 100 000[	1 737 M€	9%
> à 100 000 hab.	1 742 M€	9%
Total des communes	19 594 M€	100%

Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus



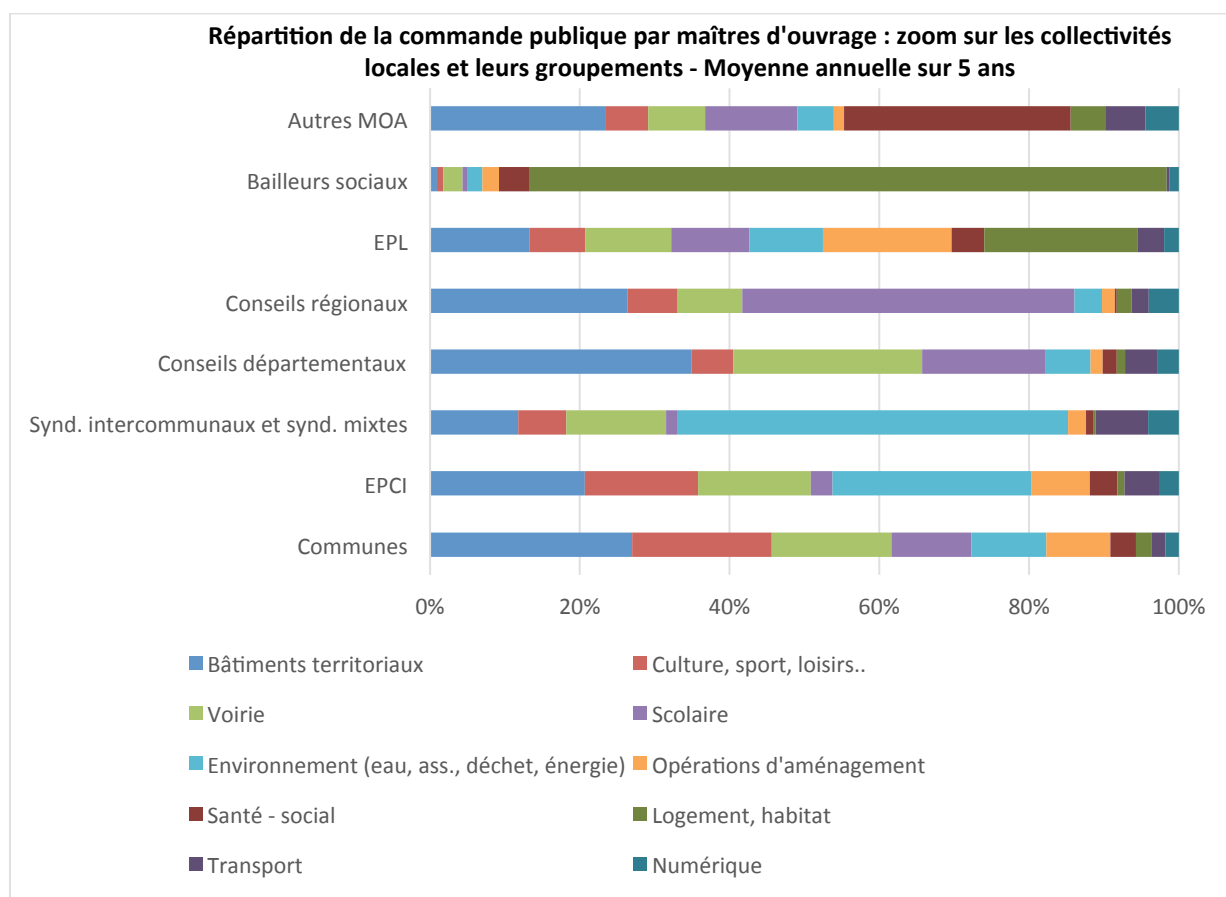
Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus

Sur les territoires où l'intercommunalité est plus intégrée, communautés d'agglomération, communautés urbaines ou métropoles, le poids de la commande publique est plus fortement porté par l'acteur intercommunal désormais à la tête d'un champ de compétences élargi.

Analysé à l'échelle consolidée des territoires intercommunaux (communes + communautés/métropoles), le niveau de la commande publique présente de très fortes dispersions autour d'une moyenne de 1 126 euros/hab. en 2016. Cette dispersion est liée à la disparité de richesse des territoires et à des besoins d'équipement inégaux.

⇒ **Destinations et nature de la commande**

La commande publique des collectivités et de leurs groupements connaît de nombreuses affectations dont le profil est assez différent d'un donneur d'ordre à l'autre : les communes sont présentes sur l'ensemble des champs thématiques, les EPCI et les syndicats ont des interventions diversifiées mais plus marquées en environnement, l'intervention sur les lycées pilotée par les conseils régionaux est très visible, tandis que la spécialisation des bailleurs sociaux sur le logement apparaît avec évidence.

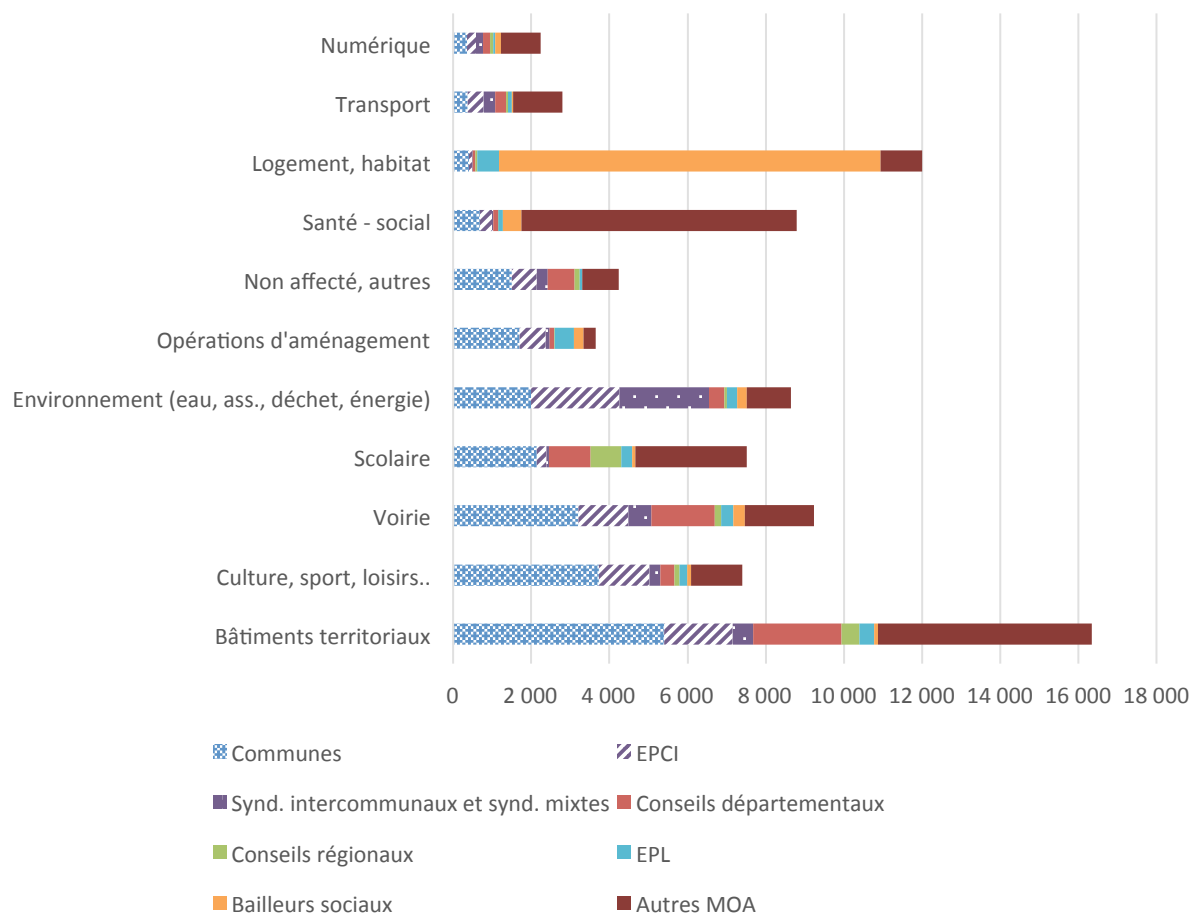


Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus

L'approche par domaine met en avant le secteur des « bâtiments territoriaux » qui regroupe 20 % des achats publics ; c'est également un domaine d'intervention majeur des collectivités et de leurs groupements. Trois domaines de compétences arrivent ensuite en ordre d'importance : les équipements sportifs et culturels, la voirie et l'environnement.

Dans de nombreux domaines, il conviendrait d'analyser les niveaux de la commande publique en regroupant communes et communautés/métropoles afin de neutraliser les transferts de compétences inégaux d'un territoire à l'autre. Cela permettrait de bien mettre en lumière les domaines d'intervention où les communautés et les métropoles (et les syndicats intercommunaux) sont chefs de file sur le bloc local ; c'est le cas de l'environnement ainsi que les domaines où il y a complémentarité d'intervention entre les différents niveaux de collectivités.

Répartition de la commande publique selon la destination : zoom sur les collectivités locales et leurs groupements - Moyenne annuelle sur 5 ans (millions d'euros)



Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus

Répartition de la commande publique selon la destination : zoom sur les collectivités locales et leurs groupements - Moyenne annuelle sur 5 ans (millions d'euros)

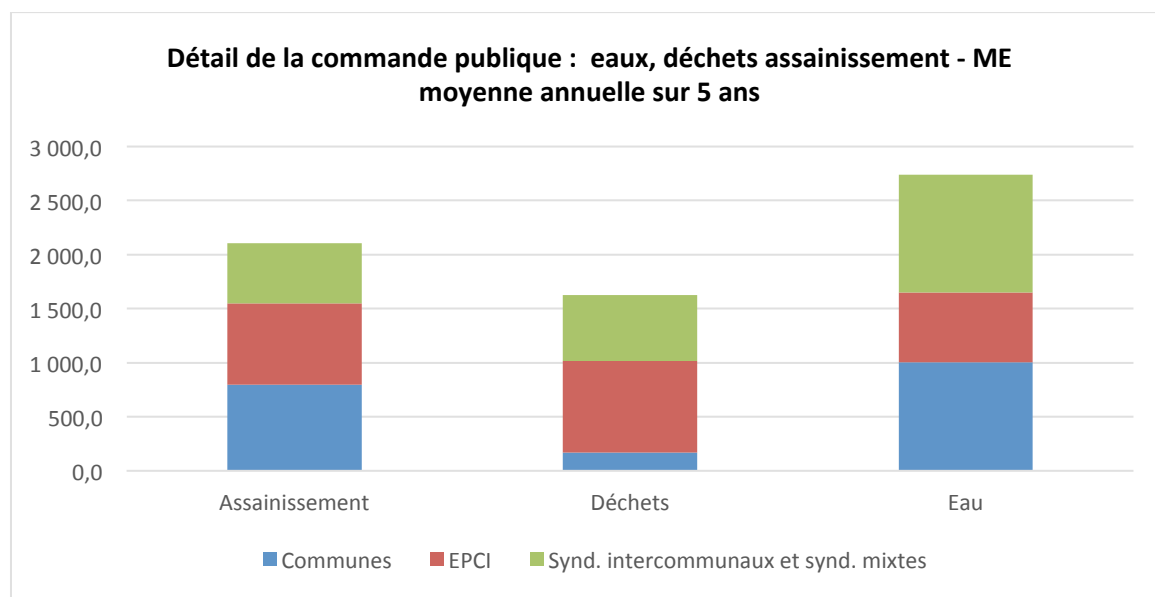
en millions d'euros moyenne sur 5 ans	Communes	EPCI	Synd. intercommunaux et synd. mixtes	Conseils départementaux	Conseils régionaux	EPL	Bailleurs sociaux	Autres MOA	Ens. de la commande publique	En %
Bâtiments territoriaux	5 404	1 754	515	2 260	467	370	107	5 459	16 337	20%
Culture, sport, loisirs..	3 737	1 291	281	361	118	209	100	1 305	7 402	9%
Voirie	3 207	1 279	581	1 633	154	318	290	1 777	9 239	11%
Scolaire	2 139	247	65	1 061	785	293	71	2 852	7 513	9%
Environnement (eau, ass., déchet, énergie)	2 000	2 261	2 280	393	65	273	238	1 139	8 650	10%
Opérations d'aménagement	1 707	662	104	104	30	480	251	306	3 644	4%
Non affecté, autres	1 503	644	280	685	121	72	0	932	4 237	5%
Santé - social	681	313	40	119	5	121	470	7 036	8 786	11%
Logement, habitat	412	77	15	73	36	571	9 749	1 068	12 000	14%
Transport	380	396	305	280	40	98	36	1 268	2 803	3%
Numérique	358	225	181	186	71	56	150	1 023	2 248	3%
Ens. de la commande publique	21 530	9 148	4 646	7 156	1 893	2 860	11 461	24 166	82 859	100 %

Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus

Collectivité et leurs groupements : zoom sur quelques compétences

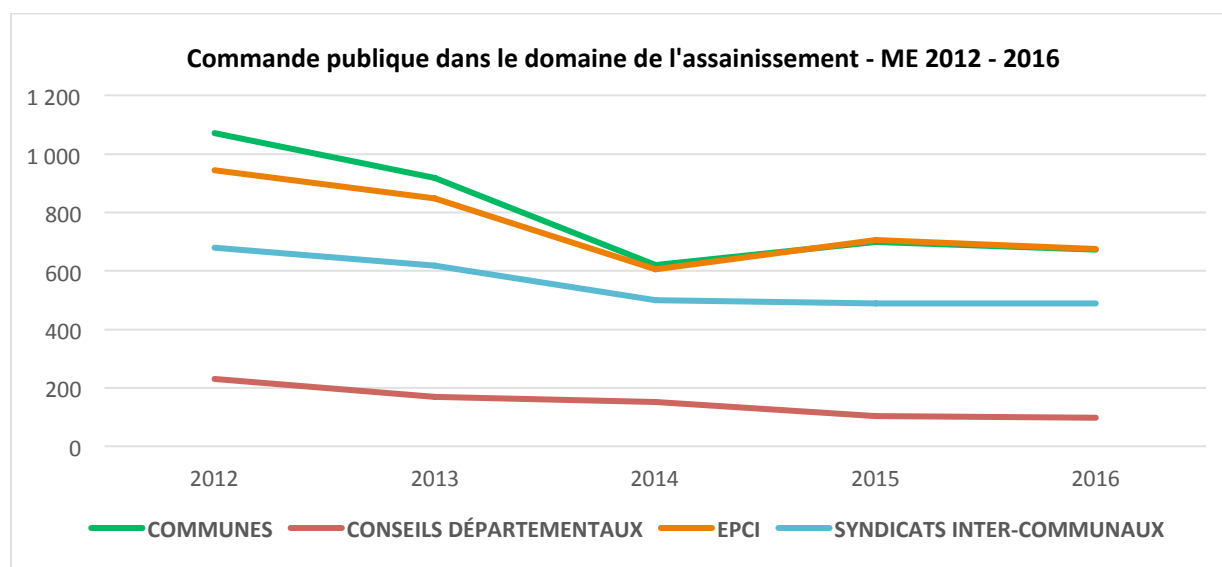
Eau, déchets, assainissement :

Les collectivités locales et leurs groupements concentrent une large part de la commande publique dans ce domaine (78%)

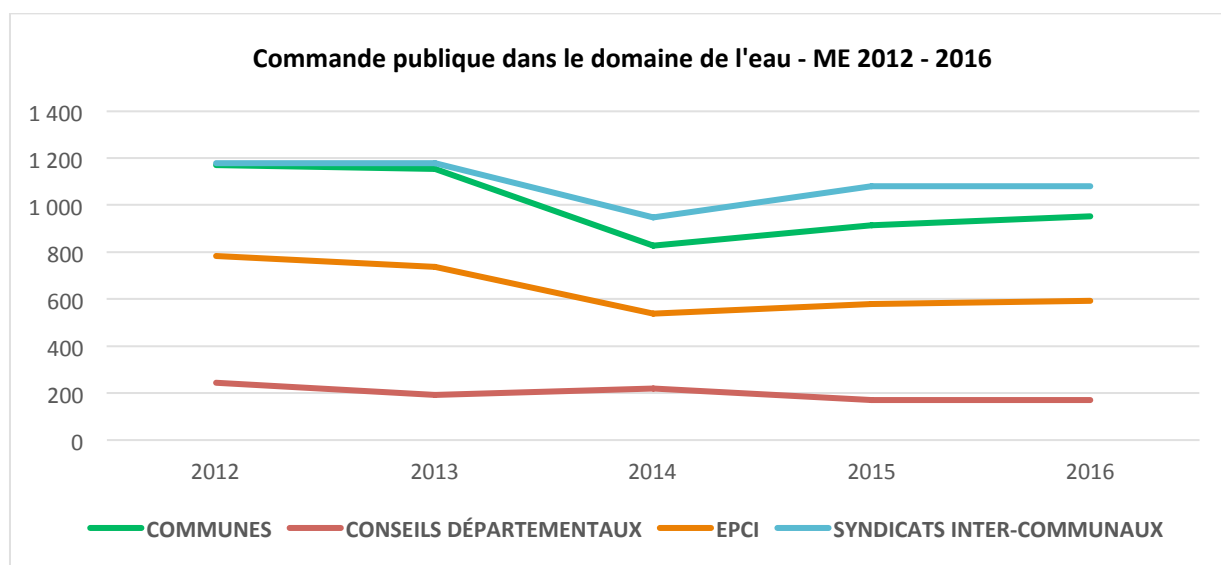


Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus

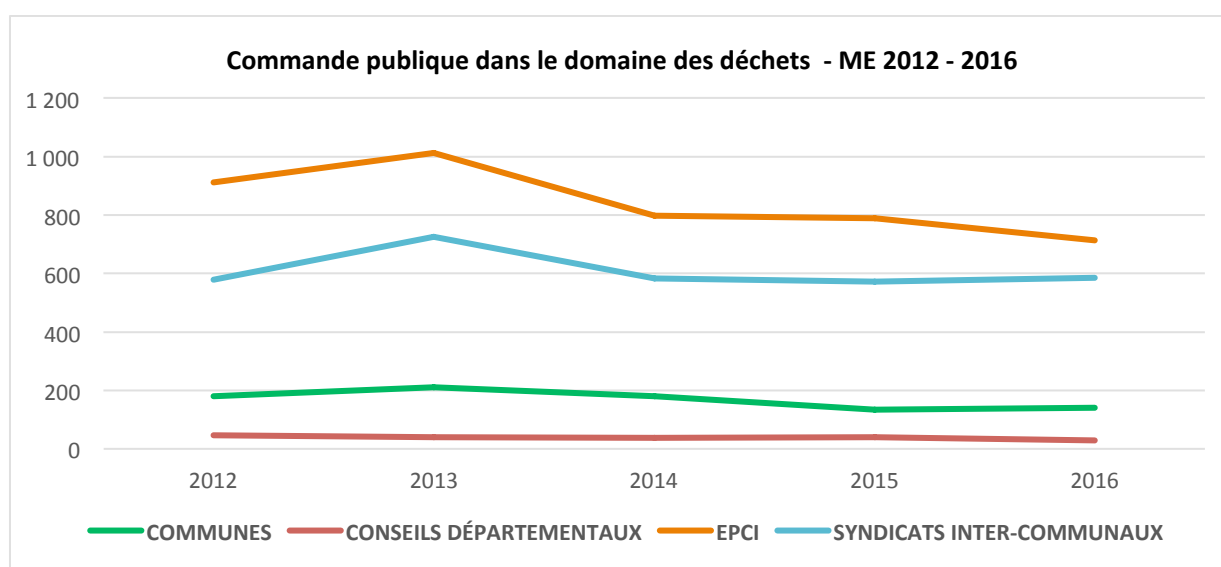
Évolution 2012 – 2016 de la commande publique : zoom sur les collectivités et de leurs groupements



Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus



Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus



Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus

3- Dans les territoires régionaux : baisse généralisée sans exception en 2016

Le périmètre analysé est celui des nouvelles régions créées au 1^{er} janvier 2016.

Alors qu'en 2015 la commande publique était repartie à la hausse dans 5 régions, en 2016 comme en 2014, elle se rétracte dans toutes les régions, sans exception, mais dans des proportions très variables selon les territoires.

En 2016, la baisse de la commande publique dépasse la moyenne nationale (-5,8%) dans 6 régions : Hauts de France, Corse, Ile-de-France, Normandie, Occitanie et PACA.

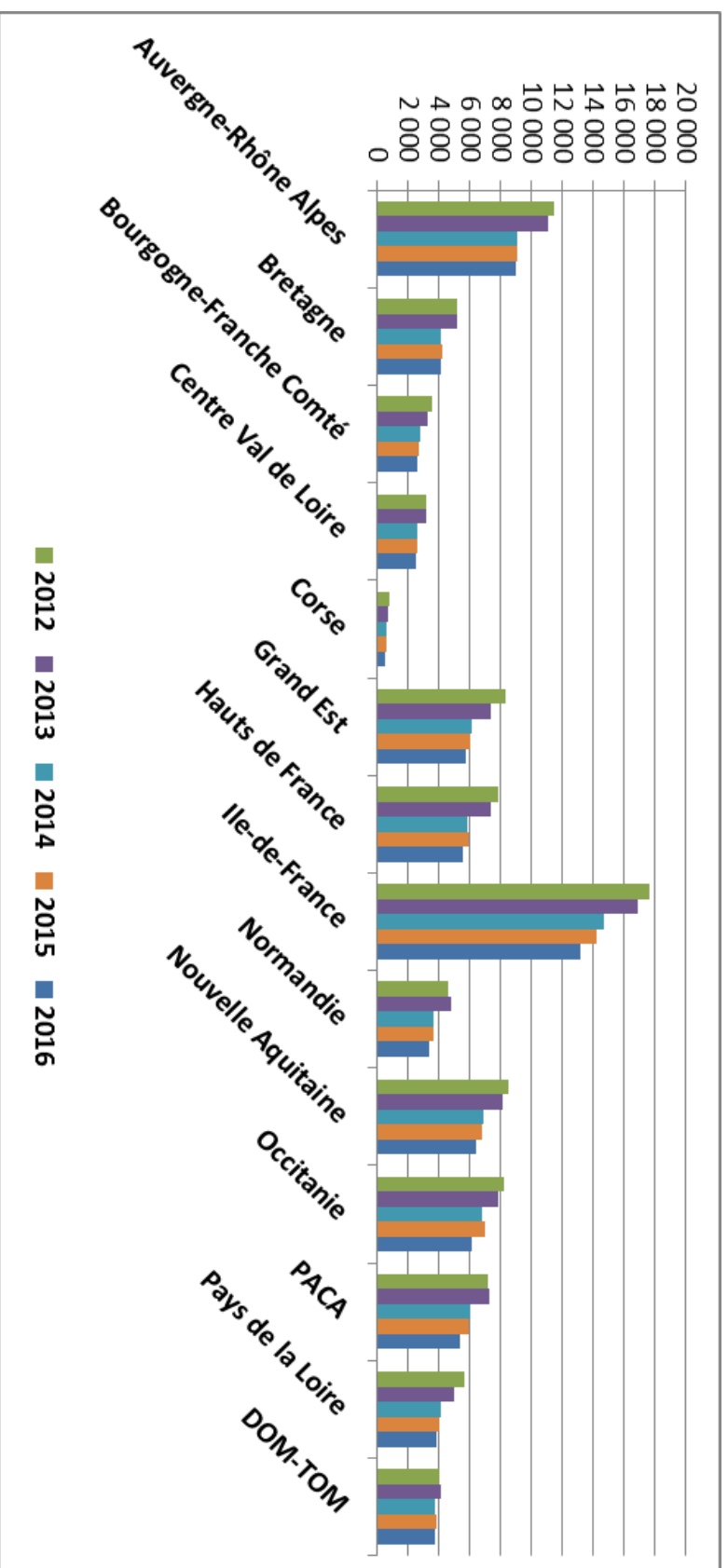
Dans le domaine des marchés de travaux, dont on rappelle qu'ils expliquent depuis 2012, 80% de la baisse de la commande publique, les résultats révèlent des situations également hétérogènes : 7 régions présentent une baisse supérieure à la moyenne nationale (-8,8%), notamment les territoires de Corse, de Normandie et d'Occitanie sont les plus touchés : respectivement -19,7%, -15,2% et -14,3%.



Entre 2012 et 2016, alors que la commande publique consacrée aux travaux a reculé de 40,6%, **6 régions présentent des baisses plus importantes** : Grand-Est, Hauts-de-France, Ile-de-France, Normandie, PACA et Pays de la Loire. Parmi celles-ci, la commande publique francilienne affiche, sur la période, le recul le plus important (-46,7%).



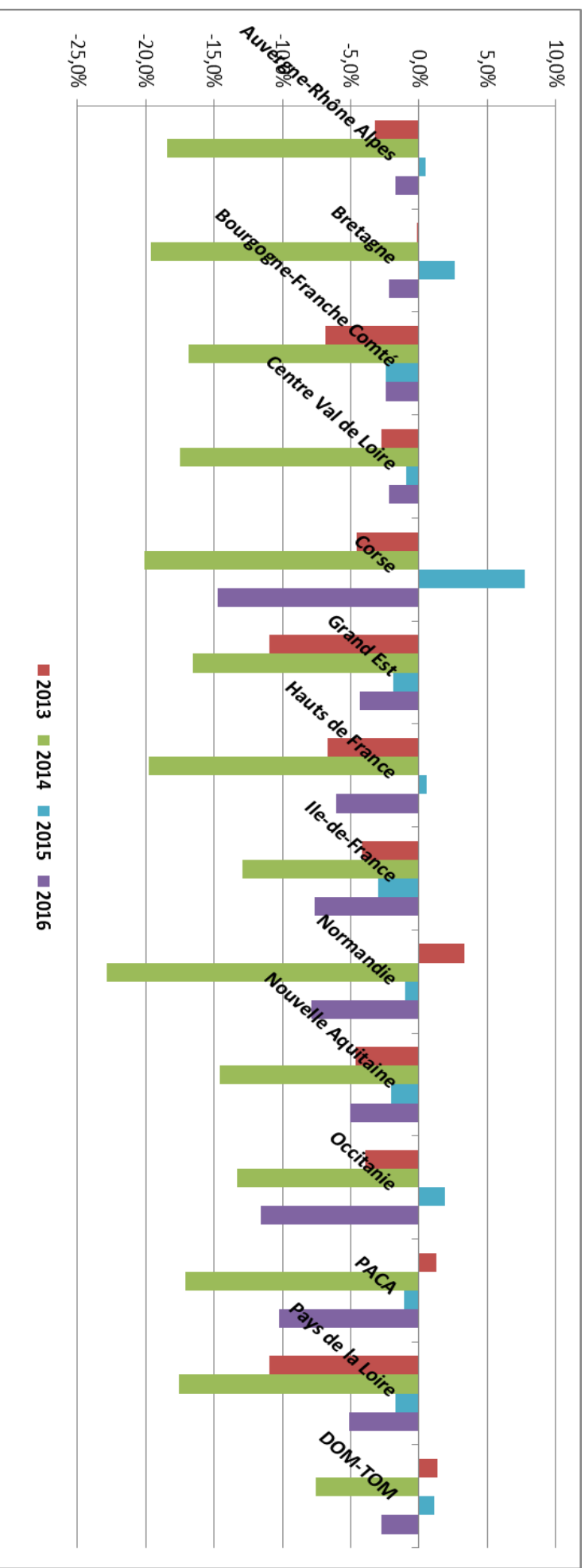
Graphique : Evolution de la commande publique par région (en M€)



Source : Caisse des Dépôts - AdCF / Vecteur Plus



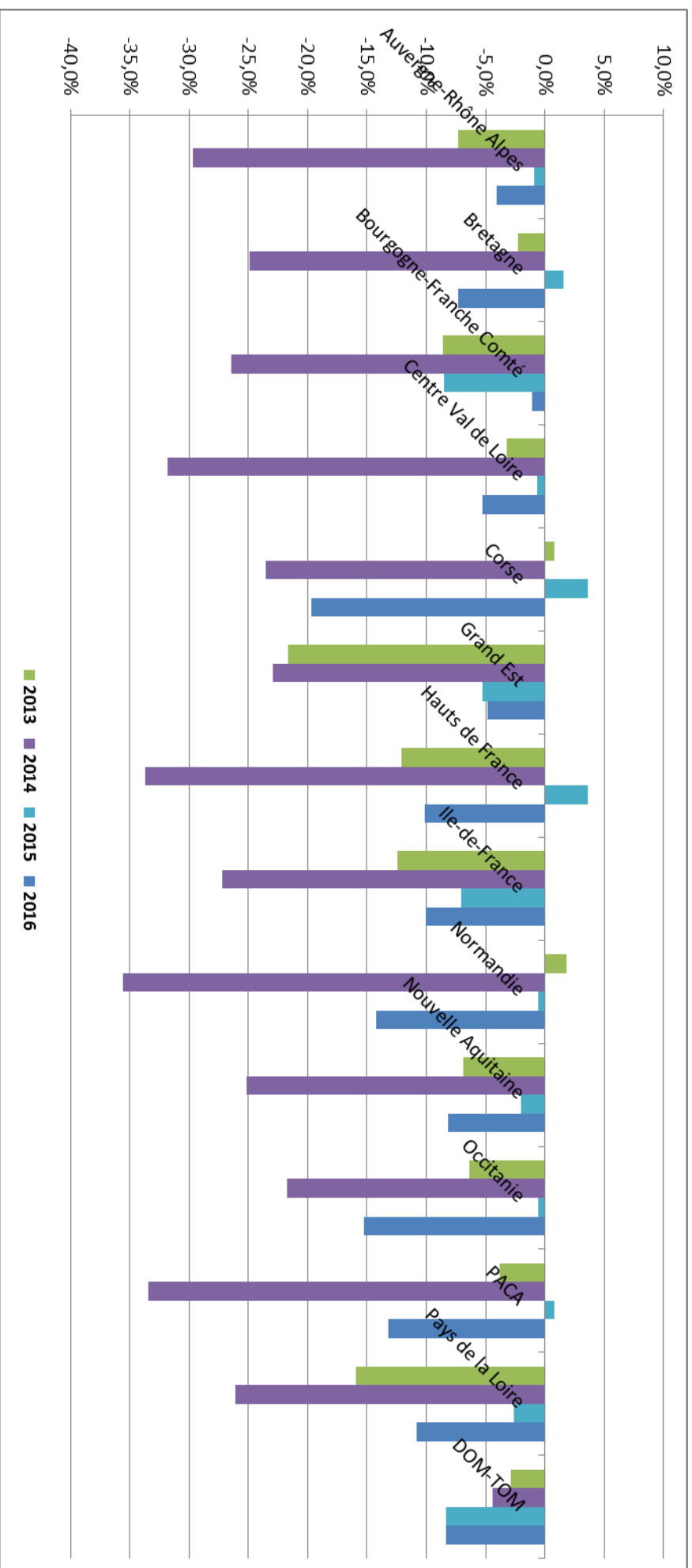
Graphique : Evolution annuelle de l'ensemble de la commande publique par région (%)



Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus



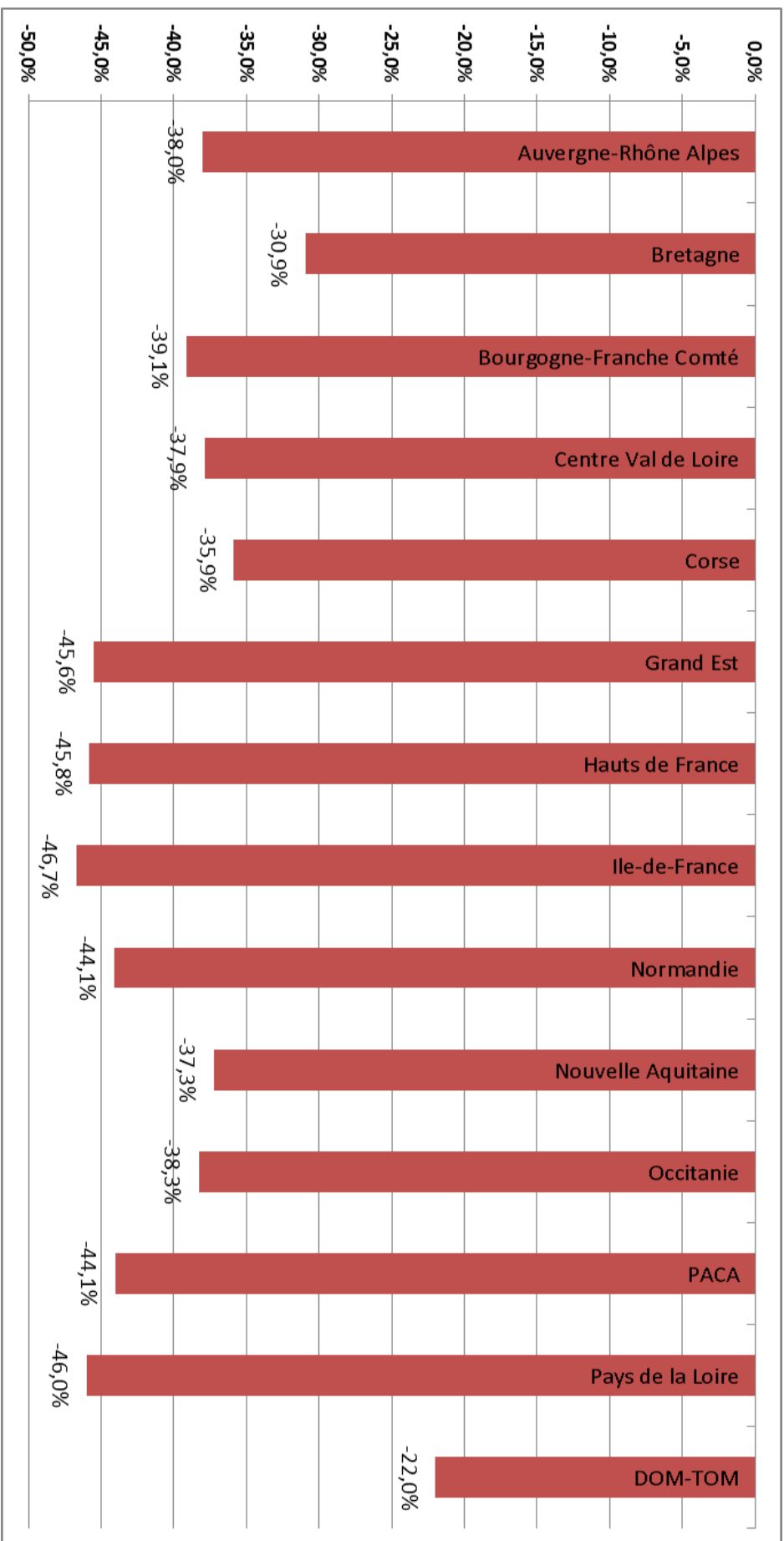
Graphique : Evolution annuelle de la commande publique dédiée aux travaux par région (%)



Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus



Graphique : Cumul de l'évolution de la commande publique consacrée aux travaux par région entre 2012 et 2016 (en %)



Source : Caisse des Dépôts - AdCF / VecteurPlus

CONTACTS

AdCF
Claire Delpech
T. 01 55 04 89 00
c.delpech@adcf.asso.fr

Caisse des Dépôts
Myriam Kabilo
T. 01 58 50 84 87
Myriam.Kabylo@caissedesdepots.fr

CONTACTS PRESSE

Caisse des Dépôts
Diane Maire
T. 01 58 50 78 96
Diane.Maire@caissedesdepots.fr

AdCF
Sandrine Guirado
T. 01 55 04 88 13
s.guirado@adcf.asso.fr